



**HAL**  
open science

# L'Europe entre la crise de la nation et le retour des nationalismes

Frédéric Charillon

► **To cite this version:**

Frédéric Charillon. L'Europe entre la crise de la nation et le retour des nationalismes. La Lettre de la Maison Française d'Oxford, 1996, 4, pp.43-87. hal-02569479

**HAL Id: hal-02569479**

**<https://hal.science/hal-02569479>**

Submitted on 11 May 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## *L'Europe entre la crise de la nation et le retour des nationalismes*

---

### Dossier

**A**vec l'effondrement du Mur de Berlin le 9 novembre 1989, puis la mort juridique de l'URSS en 1991, la fin de la guerre froide a fait resurgir la grande question des nationalismes là sans doute où on l'attendait le moins : dans une Europe enfin réunifiée, marquée à l'Ouest par un processus d'intégration qui avait réussi à enterrer les rivalités franco-allemandes, et qui avait trouvé dans la deuxième moitié des années 80 un second souffle indéniable. La résurrection des revendications identitaires à l'Est, en réaction à la "sortie d'Empire", l'irruption dans l'Union Européenne d'exigences particularistes comme autant de griefs à l'encontre d'un traité de Maastricht vécu à la fois comme extérieur et anonyme, ont imposé une réflexion sur le sens de l'Histoire. La guerre froide n'aura-t-elle été qu'une longue parenthèse, dont la fermeture voit l'Europe repartir au point où la logique des blocs l'avait trouvée ? Plus profondément, le thème du "retour des nationalismes", avec son cortège d'inconnues en termes de minorités, de recompositions politiques, d'identités complexes,<sup>1</sup> de tendances contradictoires mais simultanées à l'éclatement et à l'unification, pose une interrogation cruciale : quelles conditions faut-il réunir désormais pour que des individus puissent vivre ensemble ? Quelle unité de regroupement retenir, pour l'analyse comme pour la pratique politiques ? Faut-il s'en tenir au cadre classique de l'Etat-Nation, ou bien prendre acte de sa caducité et inventer de nouvelles voies ? Dans quel sens chercher alors : du côté de la "gouvernance" supranationale, qui guide actuellement la démarche intégratrice de l'Union, ou bien dans la communautarisation, voire l'ethnisation du monde, que cautionne tragiquement un Samuel Huntington dans son "clash des civilisations", et qu'entérine non moins tragiquement le plan Vance et Owen, avec les résultats que l'on sait, en ex-Yougoslavie ?

---

<sup>1</sup> Voir Alfred Grosser, *Les Identités Complexes*, Presses de la FNSP, Paris, 1996, à paraître en mars.

De part et d'autre de la Manche, ont paru au cours des derniers mois de nombreuses études sur la question de nation. En Grande-Bretagne, à Cambridge, Oxford ou Londres, Charles Tilly avec son *Citizenship, Identity and Social History*,<sup>2</sup> Anthony D. Smith avec *Nations and Nationalism in a Global Era*,<sup>3</sup> David Miller avec *On Nationalism*,<sup>4</sup> ou encore John Hutchinson, auteur de deux études en 1994,<sup>5</sup> ont participé activement au débat, rebondissant ainsi sur la publication, la même année à Oxford, des ultimes "rencontres" avec le nationalisme proposées par le regretté Ernest Gellner.<sup>6</sup> A Paris, les *Identités, Cultures et Territoires*, rassemblés par Jean Pierre-Saez,<sup>7</sup> les *Fractures de l'Etat Nation* de Noëlle Burgi,<sup>8</sup> des études sur l'Europe Centrale et Orientale,<sup>9</sup> ou l'essai de Bertrand Badie sur *La Fin des Territoires*,<sup>10</sup> s'attaquaient au même ensemble de problématiques, bien résumé l'an dernier par Jean Leca aux éditions de La Découverte, en ouverture d'un dossier consacré à la question.<sup>11</sup>

Comment démêler l'écheveau complexe des nations, Etats-nations, nationalités, nationalismes, citoyennetés, minorités, communalismes, consociations, supranationalités qui se superposent aujourd'hui dans un monde de plus en plus "turbulent",<sup>12</sup> et tout particulièrement sur le Vieux Continent ? Que signifient ces termes, quel avenir ont-ils et comment s'imbriquent-ils ? A la fois obligation mutuelle entre le citoyen et le souverain,<sup>13</sup> et ensemble de droits sociaux et politiques,<sup>14</sup> la citoyenneté pose le double problème, d'une part de la place de l'individu en société (s'agit-il de l'individu démocratique craint par Tocqueville, libre de se dégager de toute allégeance politique, ou de l'individu républicain, qui participe à la construction d'une communauté de valeurs et d'une culture à partager ?),<sup>15</sup> et

---

<sup>2</sup> Cambridge University Press, Cambridge, 1996.

<sup>3</sup> Cambridge University Press, Cambridge, 1995.

<sup>4</sup> Clarendon Press, Oxford, 1995.

<sup>5</sup> J. Hutchinson, A.D. Smith, *Nationalism*, Oxford University Press, 1994. Et J. Hutchinson, *Modern Nationalism*, Fontana Press, Londres, 1994.

<sup>6</sup> E. Gellner, *Encounters With Nationalism*, Blackwell, Oxford, 1994.

<sup>7</sup> Desclée de Brouwer, Paris, 1995.

<sup>8</sup> Kimé, Paris, 1994.

<sup>9</sup> S. Pierre-Caps, *La Multination. L'Avenir des Minorités en Europe Centrale et Orientale*, Odile Jacob, Paris, 1995. Et B. Michel, *Nations et Nationalismes en Europe Centrale. XIXe et XXe siècles*, Aubier, Paris, 1995.

<sup>10</sup> Fayard, Paris, 1995.

<sup>11</sup> J. Leca, "De quoi parle-t-on ?", *Nations et Nationalismes*, La Découverte, Paris, 1995.

<sup>12</sup> Pour reprendre l'expression de James N. Rosenau, dans son *Turbulence in World Politics*, Princeton University Press, Princeton, 1990.

<sup>13</sup> Par exemple chez Jean Bodin, dans ses *Six Livres sur la République* (1583).

<sup>14</sup> Telle est la conception développée essentiellement par Th. Marshall, dans son fameux *Class, Citizenship and Social Development*, Westport, Greenwood Press, 1973.

<sup>15</sup> Voir B. Berber, *Strong Democracy, Participatory Politics for a New Age*, University of California Press, Berkeley, 1984.

d'autre part de ce qui peut servir de ciment commun à ces individus afin qu'ils ressentent une appartenance commune. C'est là naturellement qu'intervient le concept de nationalité, comme référant à une communauté culturelle dont les fondements peuvent être ethniques, linguistiques, religieux, historiques etc.<sup>16</sup> Et c'est là que la Nation moderne cherche à dépasser ces appartenances par une substance nouvelle, par un construit politique plus largement intégrateur.

Cette nation, lorsqu'elle est construite, peut être interprétée de deux façons différentes. D'abord dans le sens d'une nation "par le bas", qui superpose presque naturellement plusieurs systèmes, plusieurs agrégations, sur un même territoire. La nation se fonde alors sur le peuple et sur sa volonté d'adhérer à un projet commun, d'en recevoir l'instruction et de le faire évoluer.<sup>17</sup> Ou bien dans le sens d'une nation "par le haut", établie par la puissance politique centralisée, par un Etat autonome des groupes sociaux (familles, tribus, classes etc.), qui détient le monopole de la violence physique légitime. La première tradition découle plutôt de la pensée de Durkheim, et insiste sur la collection d'individus. La seconde est fortement inspirée des travaux de Weber, et souligne l'individu politique qu'est la nation elle-même, en relation avec d'autres individus politiques - c'est-à-dire d'autres Etats - sur la scène internationale.<sup>18</sup> Par le haut ou par le bas, la nation ne se pense que par rapport à l'*Etat-nation*, où l'Etat veille sur la participation - en principe égalitaire - de l'ensemble des citoyens. Il s'instaure alors *de facto* une dichotomie entre le gouvernement et la société, qui n'exclut pas un éloignement progressif entre ces deux composantes. Le nationalisme surgit alors comme moyen de les réconcilier. On retrouve là l'idée d'Ernest Renan, selon laquelle la participation du peuple à un Etat-nation dirigé par un gouvernement, participe nécessairement à la fois de la démocratie et du nationalisme,<sup>19</sup> ce nationalisme devenant le nouveau ciment commun entre les individus, et la condition du pacte politique démocratique.

Le nationalisme nous apparaît dès lors comme un concept qui remplit une fonction politique. Il repose, comme le note Breuille,<sup>20</sup> sur trois affirmations : a) il existe bien une nation, dotée d'un caractère spécifique explicite, et identifiable, b) les intérêts et les valeurs de cette nation ont priorité sur tous les autres intérêts et toutes les autres valeurs, c) cette nation doit être indépendante, et pour ce faire doit affirmer sa souveraineté. Par

<sup>16</sup> On distinguera la communauté "imaginée" de B. Anderson dans son *Imagined Communities, Reflections on the origins and Spread of Nationalism* (NLB, Londres, 1991), et la communauté "conceptuelle" de Giddens, développée notamment dans *The Nation State and Violence* (Polity Press, Cambridge, 1985).

<sup>17</sup> Telle est la conception d'un Ernest Gellner. Voir notamment *Nations and Nationalism*, Blackwell, Oxford, 1983.

<sup>18</sup> Voir surtout *Economie et Société*, Plon, Paris, 1971.

<sup>19</sup> E. Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Presses Pocket, Paris, 1992.

<sup>20</sup> J. Breuille, *Nationalism and the State*, Manchester University Press, Manchester, 1985.

ailleurs, ce même nationalisme a deux faces, puisqu'il est à la fois exclusif - lorsqu'il lutte pour la souveraineté d'une nation face aux ingérences éventuelles d'autres nations -, et inclusif lorsqu'il rassemble des citoyens dans une volonté commune de développement.

C'est précisément cette volonté commune, ou en tout cas son échelle nationale, qui se trouve remise en cause en Europe aujourd'hui, à l'est comme à l'ouest. Avec la chute du Mur de Berlin et le triomphe du mot d'ordre d'"autodétermination", on a simplement oublié de préciser 1- qui devait s'autodéterminer, 2- avec quels critères d'identification, 3- à quelle échelle et 4- par rapport à quel "autre" cette autodétermination devait proclamer son autonomie. Comme le rappelait Ivor Jennings à propos de la Conférence de paix de 1919, "le peuple ne peut décider avant que quelqu'un ait décidé qui est le peuple".<sup>21</sup> Cette remarque éclaire d'un jour nouveau le problème ardu des revendications de souveraineté et autres sécessions dans la nouvelle Europe centrale post-soviétique, et dans l'ex-URSS elle-même. L'étude par les responsables politiques du grand thème de la "démocratisation" de cette Europe orientale ne peut faire l'économie d'une définition du "peuple", revendicateur de souveraineté et porteur de "volonté nationale". La présence de nombreuses "minorités" ou "communautés" dans ces régions rend la tâche encore plus ardue, et souligne l'une des contradictions majeures de toute "citoyenneté", de toute "nationalité" : l'Etat qui se trouverait à la tête des nouvelles unités "souveraines", émancipées du joug soviétique, devrait être à la fois le fer de lance d'un "intérêt national" à définir - intérêt que les discours à la fois majoritaires et virulents menacent toujours de guider -, et en même temps le garant des droits de tous ceux qui tombent sous sa juridiction, c'est-à-dire précisément des minorités souvent rejetées par cette majorité exclusive. Hannah Arendt, dans ses *Origins of Totalitarianism*, avait bien perçu ce dilemme.<sup>22</sup>

En outre, les minorités en question ayant le réflexe de se défendre en revendiquant elles-mêmes leurs "nationalismes", plutôt que de s'en remettre aux promesses d'un Etat qu'elles ne reconnaissent pas comme représentant de leurs intérêts, un découplage doit être effectué entre l'Etat-nation, en crise sous le poids de la multiplication des revendications, et les nationalismes, comme identitarismes qui prolifèrent du fait des incertitudes du nouveau contexte politique. Si par exemple l'Etat-nation "Tchécoslovaquie" périclite, les nationalismes tchèque et slovaque se renforcent. Rien ne dit que la naissances des deux nouvelles unités qui résultent de la scission de 1992 (la République tchèque et la Slovaquie) suffiront à stopper ce processus

---

<sup>21</sup> S.I. Jennings, "The approach to self-government", in L.C. Buchheit, *Secession, The Legitimacy of Self-Determination*, Yale University Press, New Haven, 1978.

<sup>22</sup> Brace, New York, 1973.

identitaire, qui peut se perpétuer jusqu'à un degré élevé de particularisme, suivant des critères de reconnaissance de plus en plus fragmentés.

L'une des solutions envisagées pour stopper cette dérive et cette crise de l'Etat-Nation, consiste à en sortir par l'intégration plutôt que par la satisfaction du droit à la différence, c'est-à-dire par la promotion de la supranationalité comme compromis entre les différents intérêts en présence. Il s'agirait en quelque sorte de prévenir tout "nettoyage ethnique" à venir, par une pédagogie de la régionalisation qui serait en mesure de convaincre les acteurs en présence que leur intérêt ne serait pas servi par le particularisme, mais plutôt par la mise en commun des politiques, y compris les plus importantes, comme la politique étrangère ou la défense. On aura compris que l'un des enjeux fondamentaux de cette méthode est d'aboutir à une dissociation de la souveraineté et de la nationalité. Mais l'un des freins principaux à son application demeure la réaction des citoyens, si les réflexes identitaires de ceux-ci ne s'accommodent pas de cette nouvelle pédagogie.

Or, qu'il s'agisse de la réaction des opinions publiques ouest-européennes au processus relancé par Maastricht, ou des tensions de l'Europe orientale, il apparaît bien que ce sont les simples individus, avec leur réflexes, leurs mémoires collectives, leurs réinterprétations de l'actualité et leurs cultures, qui mènent le jeu aujourd'hui.

Dès lors, il nous importe, dans ce dossier, de présenter aussi bien le débat théorique que des éléments empiriques, ou des études de cas précises. Le 2 février 1996, la sociologue Dominique Schnapper est venue présenter à la Maison Française d'Oxford son dernier ouvrage intitulé *La Communauté des citoyens, Sur l'Idée Moderne de Nation*.<sup>23</sup> C'est avec un rapide compte-rendu de son intervention, et à partir des nombreuses pistes proposées à cette occasion, que nous ouvrirons ce débat.

Dans un deuxième temps, et comme pour prolonger l'échange qui s'était amorcé durant la visite de cet auteur à Oxford, nous exposerons les résultats d'une recherche originale qui met en valeur la dimension nationaliste des réticences à l'intégration européenne au sein des opinions publiques allemande, britannique et française. Enfin, parce que nous n'oublions pas que l'Union Européenne est appelée à s'élargir à l'Est, que l'inconnue russe sera capitale dans ce processus, une présentation du débat tel qu'il se pose en Russie actuellement viendra clore ce chapitre de la *Lettre* consacré à l'Europe d'aujourd'hui, prise entre la crise de la nation et le retour des nationalismes.

Frédéric CHARILLON

---

<sup>23</sup> NRF essais, Gallimard, Paris, 1995 (Prix de l'Assemblée Nationale 1994).